

juste de mettre en faillite une autre société de camionnage aux États-Unis.

En dépit des objections de l'Association canadienne du camionnage, le gouvernement avait allègrement jeté plus de 30 millions de l'argent des contribuables pour porter secours à ses amis. Les habitants de ma circonscription y sont allés de \$100,000. Le gouvernement va maintenant s'assurer que les petits créanciers, dont beaucoup de petits exploitants, ne toucheront absolument rien; quant aux travailleurs tout ce qu'ils peuvent espérer c'est que la compagnie leur paie 50c. pour chaque dollar qu'elle leur doit, sans leur garantir de les employer à l'avenir, pendant que les pauvres banques récupèrent presque tout leur argent.

En outre, les permis sont maintenant vendus à une autre firme américaine pour une bouchée de pain sans qu'une seule entreprise canadienne ait eu l'occasion de soumissionner. Toute cette affaire est extrêmement suspecte, et pour ma part, je m'opposerai à toute demande présentée à l'Agence d'examen de l'investissement étranger visant à l'exportation de ces permis.

* * *

LE SÉNAT

ON RECOMMANDE LA RÉFORME DU SÉNAT SUR LA BASE DE RÉGIONS

M. Bill Yurko (Edmonton-Est): Madame le Président, il était encourageant de lire que le nouveau chef du parti conservateur (M. Mulroney) reconnaît que le Canada est devenu un ensemble de régions et a cessé depuis longtemps d'être tout bonnement une communauté de communautés.

Je me permettrai de citer les propos que je tenais moi-même sur le sujet le 10 mars 1981:

Notre pays, le Canada, verra son interdépendance se renforcer de plus en plus et évoluer vers une fédération coopérative quasi économique et sociale de cinq grandes régions naturelles. Au sein de ces régions, les provinces vont collaborer et se concurrencer, vont procéder à l'intégration de leurs réseaux de transport et d'énergie et d'autres systèmes, et vont créer des milieux socio-culturels légèrement différents. Par-dessus tout, ces régions formeront le fondement d'un nouveau Parlement national réorganisé.

Il s'établira entre les intérêts nationaux, d'une part, et le bien-être, les aspirations et la croissance de chaque région, d'autre part, une relation dynamique, évolutive et exigeante. En cela réside l'essence même du Canada et il continuera d'en être ainsi.

Le rapatriement de la constitution et l'intégration dans cette dernière d'une charte des droits et libertés constituent un pas de géant, et, qui plus est, un pas de géant vers l'accomplissement de notre rêve canadien. La réforme du Sénat sur la base des cinq régions du Canada s'impose également. Notre pays sera ainsi assuré de durer et de prospérer.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GRENADE—L'ASSASSINAT DU PREMIER MINISTRE DANS UN COUP D'ÉTAT MARXISTE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Quelle est la position du gouvernement du Canada à l'égard des événements de la Grenade où les marxistes auraient renversé le gouverne-

ment en assassinant le premier ministre ainsi qu'un certain nombre de ses collègues et de dirigeants syndicaux?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, les événements de la Grenade sont très attristants. Nous ne pouvons approuver ce genre de violence.

Le gouvernement a fait, ce matin, une déclaration dans laquelle il exprimait sa désolation ainsi que ma tristesse personnelle, car même si Maurice Bishop ne partageait pas notre idéologie, il faisait partie du Commonwealth et dialoguait avec nous. J'irais jusqu'à dire que c'était un ami. Par conséquent, la tournure des événements m'attriste énormément.

Nous avons donc exprimé notre désolation. Je crois que le ministre d'État aura peut-être d'autres précisions à donner, mais telle a été ma réponse ce matin.

LES PROGRAMMES D'AIDE CANADIENS

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, nous partageons les regrets du premier ministre, évidemment, mais comme il y a eu de la violence et des meurtres, le gouvernement ne va-t-il pas réviser sa politique à l'égard des programmes d'aide en faveur de ce pays, étant donné que, dans les circonstances, les bénéficiaires seraient des gens avec lesquels le premier ministre préférerait ne pas avoir de rapports, comme il l'a dit lui-même.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je doute que le ministère ait déjà envisagé cette possibilité. Je me permettrai seulement quelques suppositions à cet égard.

Le gouvernement n'a accordé qu'une aide modeste à la Grenade. Nous l'avons fait malgré les protestations—dont certaines émanaient d'en face, j'en ai peur—selon lesquelles il s'agissait d'un gouvernement de gauche. Il semble bien maintenant qu'il y avait dans ce pays des gens beaucoup plus à gauche que M. Maurice Bishop, et il semble sage de ne pas rompre les relations avec les gouvernements dont nous ne partageons pas l'idéologie s'ils suivent une politique jugée acceptable dans leur partie du monde.

Autrement dit, je n'ai jamais préconisé la rupture des relations avec les pays dont je ne partageais pas l'idéologie. Comme je l'ai déjà déclaré, précisément au sujet de la Grenade, lorsqu'un pays essaie d'exporter sa révolution, nous devons alors manifester notre mécontentement haut et fort et prendre les mesures qui s'imposent. Néanmoins, je ne pense pas que nous devons tenter d'influencer le choix des peuples indépendants en nous servant de nos programmes d'aide.

M. Mulroney: Je ne crois pas non plus qu'il faille nécessairement partager la philosophie politique du pays donateur pour pouvoir bénéficier de son aide—certainement pas.

ON DEMANDE UNE RÉVISION DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, l'instigateur de ces meurtres et de cette révolution était l'un des membres du gouvernement auquel le député fait allusion. La prise du pouvoir s'est faite dans une grande effusion de sang. Même si l'on partage la philosophie du premier ministre, il y a quand même des limites, et comme le gouvernement de la Grenade a été renversé d'une façon particulièrement brutale, le premier ministre ne croit-il pas plus prudent de réviser ses relations diplomatiques et ses programmes d'aide,